

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1977 (en application depuis 1984).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 516 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés régis par les dispositions du code du Travail.

Sources de financement

Assuré: 2% du salaire.

Employeur: 4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (50 ans si vieillissement prématuré). 180 mois d'immatriculation ou 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années. Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte de 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 mois précédant l'incapacité. (Pas de stage si accident non professionnel.)

Pension de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension, était pensionné ou avait 180 mois d'immatriculation.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus augmentation de 1,2% pour chaque année d'assurance au-delà de 180 mois. Pension minimum: 60% du salaire minimum légal le plus élevé; maximum: 80% du salaire.

Indemnité de vieillesse (si n'ayant pas droit à la pension): Somme forfaitaire égale à 1 mois de salaire par année d'assurance si âgé de 55 ans (50 ans si vieillissement prématuré).

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). (Années en dessous de 55 ans au

moment de la demande comptées comme années d'emploi.) Augmentation de 1,2% pour chaque année d'assurance au-delà de 180 mois. Pension minimum: 60% du salaire minimum légal; maximum: 80% du salaire.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré à la veuve âgée de 40 ans, élevant un enfant, en état de grossesse ou invalide, si mariée au moins 1 an avant le décès de l'assuré. Montant divisé en parties égales si plus d'une veuve. Egalement payée au veuf invalide à charge, si le mariage a duré au moins 1 an.

Pensions d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chacun des orphelins; 40% pour chacun des orphelins de père et de mère.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire si le défunt ne remplissait pas les conditions d'ouverture du droit à pension.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1966.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois d'emploi immédiatement avant l'arrêt du travail.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de congés payés de maladie.)

Prestations de maternité: 50% du salaire.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement. Peuvent être prolongées de 3 semaines en cas de maladie dûment constatée et résultant de la grossesse ou des couches.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Aucune fournie par l'assurance.

(Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1935.

Loi en vigueur: 1966.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage. L'accident doit être déclaré dans les 48 heures.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66,6% du salaire journalier moyen perçu par le travailleur pendant les 30 jours précédant l'accident.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou pendant 2 ans jusqu'à constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité jusqu'à 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire pour chaque orphelin; 20% pour chaque orphelin de père et mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire couvrant les frais d'enterrement, jusqu'à 1/24e du salaire soumis à l'assurance.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1966.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 6% des salaires.

Gouvernement: Subvention par des impôts préaffectés.

Salaire maximum pour le calcul des cotisations:
130 000 francs par mois.

Les cotisations ci-dessus financent également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 15 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 6 mois et doit travailler 20 jours par mois (ou être veuve d'un bénéficiaire).

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 600 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 5 400 francs par mois pendant 9 mois (payée en 2 versements).

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 6 000 francs pour chacune des 3 premières naissances.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail:
Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.